

Vladimir Poutine demande officiellement l'autorisation de la chambre haute du parlement russe de « faire recours à la force en Ukraine »



Ce samedi 1er mars 2014, le service de presse du Kremlin vient d'annoncer que le président russe [Vladimir Poutine](#) a proposé au [Conseil de la Fédération](#) (chambre haute du parlement russe) de faire recours à la force en Ukraine.

La déclaration est la suivante :

« Au vu de la situation extraordinaire en Ukraine, de la menace pesant sur la vie des citoyens russes, de nos compatriotes, des effectifs du contingent militaire russe déployés en Ukraine (en république autonome de Crimée) conformément à un accord international, (...) je propose au Conseil de la Fédération d'utiliser les Forces armées de la Fédération de Russie sur le territoire ukrainien pour régler la situation politique dans ce pays. »

Cette déclaration équivaut à la demande formelle - prévue par la Constitution russe -, d'entrer en guerre en Ukraine. Elle ne précise nullement que l'intervention se limiterait à la seule Crimée, elle évoque bien au contraire l'ensemble du « territoire ukrainien ».

Cette déclaration intervient quelques heures après que la chambre basse du Parlement russe (la Douma) a demandé au président Poutine de « [protéger par tous les moyens la population de Crimée](#) contre l'arbitraire et la violence dans la péninsule ukrainienne pro-russe ».

Elle intervient également alors que plusieurs villes de l'est de l'Ukraine – notamment Kharkov et Donetsk- sont le théâtre [d'importantes manifestations](#), à la limite de l'émeute, organisées par les habitants pro-russes et favorables au président destitué Ianoukovytch.

CONCLUSION

Ces nouveaux développements confirment mon analyse précédente d'hier 21h30. La Russie semble avoir définitivement choisi l'épreuve de force face à la coalition impérialiste dirigée par Washington, avec l'appui de ses domestiques de l'Union européenne.

La question qui se pose désormais est de savoir ce que va faire Washington.

Alors que le Président Vladimir Poutine demande au Parlement russe l'autorisation d'entrer en guerre en Ukraine, les « Docteurs Folamour » de Washington vont-ils céder et laisser l'Ukraine à son glacis géopolitique naturel russe, ou bien vont-ils vouloir forcer le destin, quitte à déclencher un embrasement général qui pourrait déboucher sur une Troisième Guerre mondiale ?

Quoi qu'il en soit, il est de la plus haute urgence que les dirigeants français - s'ils ont encore une once du sens des responsabilités - mettent le holà à cet engrenage terrifiant. L'UPR demande solennellement au président de la République française d'annoncer officiellement que la France :

- **demande le strict respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, conformément à l'article 2 de la [Charte des Nations unies](#),**
- **désapprouve formellement la déstabilisation de l'Ukraine, armée et financée par les États-Unis, l'Union européenne et des "ONG" pilotées par l'oligarchie financière,**
- **exige que l'Union européenne cesse immédiatement toute ingérence politique, médiatique, militaire et financière en Ukraine.**

Plus que jamais, il est fondamental que les Français sortent de leur léthargie et comprennent le péril mortel que représente la prétendue « construction européenne », qui est en train de nous entraîner dans la guerre aussi sûrement que nos alliances avec l'Angleterre, la Russie et la Serbie nous ont entraîné dans l'engrenage fatal de la lère Guerre mondiale.

